

Unité départementale de la Vendée
53 rue de Verdun (adresse provisoire)
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 19 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIVALIS

31 rue de L'Atlantique
CS 30 605
85000 LA ROCHE SUR YON

Références : D 22.0431

Code AIOT : 0006303901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement TRIVALIS implanté Bellevue 85150 STE FLAIVE DES LOUPS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- Bellevue 85150 STE FLAIVE DES LOUPS
- Code AIOT : 0006303901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le syndicat TRIVALIS exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Sainte Flaive des Loups, par un arrêté préfectoral du 24/02/2009. Ce site réceptionne des déchets ménagers, essentiellement issus de centres de tri-mécanobiologiques et des encombrants de déchèterie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Caractérisation et attestation déchets
- Mise en place enregistrement vidéo AGECE
- Situation du traitement de lixiviats
- Mise en place des moteurs de cogénération

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Depuis l'enfouissement de cadavres de volailles au premier trimestre 2022, l'exploitant constate une légère augmentation de la charge organique dans ses lixiviats bruts. L'exploitant a transmis pour cela les analyses du LEAV du 21/02/2022 et du 27/04/2022.

Sans reprendre l'ensemble des paramètres, l'inspection note les évolutions suivantes :

- Carbone Organique Total : 980 mg(C)/l à 1 500 mg(C)/l
- Indice de demande chimique en oxygène (ST-DCO) : 3 100 mg/l O₂ à 4 480 mg/l O₂
- Azote global (en N) : 518.00 mg/l à 663.00 mg/l

Aucun rejet de lixiviats traités n'était en cours depuis plusieurs mois. Toutefois, l'exploitant doit surveiller l'évolution des lixiviats bruts et de s'assurer que leur traitement sera compatible avec les valeurs limites de rejet au milieu naturel.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Enregistrement vidéo AGEC – avis CSE	Code de l'environnement du 26/09/2022, article D541-48-1 - III	/	Sans objet
4	Déchets – rapport de caractérisation	Code de l'environnement du 26/10/2022, article R541-48-3 - IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Enregistrement vidéo AGEC	Code de l'environnement du 26/09/2022, article D541-48-1 - II	/	Sans objet
5	Implantation des moteurs de cogénération	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 8.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les enregistrements vidéos des déchargements sont opérationnels, mais l'inspection a constaté l'absence d'un vrai poste de consultation des données. Une formation de prise en main par le personnel reste encore à effectuer.

Les analyses de lixiviats montrent une dégradation de leur qualité. L'exploitant doit suivre cette évolution pour vérifier l'absence de lien avec l'enfouissement de cadavres de volailles.

Les rapports de caractérisation de déchets, notamment pour les tous venants de déchèterie, ne sont pas encore effectués.

Les moteurs de cogénération sont installés, mais n'étaient pas encore branchés sur le réseau électrique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Enregistrement vidéo AGEC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/09/2022, article D541-48-1 - II
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en

œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.

Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

-les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;

-la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

Constats : Le prestataire ISO a présenté l'équipement d'enregistrement vidéo des déchargements. Ce prestataire n'a pas encore effectué la formation auprès du personnel du site.

Le dispositif d'enregistrement est fonctionnel. Il comporte 3 caméras, dont 2 spécifiquement dédiées à l'enregistrement des déchargements, et 1 pour les levées de doute en cas d'incendie. Ces caméras sont installées sur un mat proche des zones de déchargement, et elles transmettent via un pont wifi les données vers les bureaux. Elles peuvent stocker et différer la transmission des vidéos si la liaison est temporairement interrompue. Ces données sont stockées dans le bureau, sur des disques durs de type RAID5. La durée de conservation donnée par le prestataire est d'un an.

La lecture des données nécessitent un écran et une souris déportés ne faisant pas partie de l'équipement fourni.

Selon le prestataire, le contrat renouvelé annuellement prévoit outre le SAV, un monitoring et une intervention sous 48 heures hors WE et jours fériés.

Il reste du panneautage à mettre en place portant sur l'information d'un enregistrement vidéo. Les données vidéos floutent les visages et les prises de vue sont positionnées de manière à répondre à la réglementation. Les données enregistrées ont une qualité inférieure à la lecture directe, sans trop nuire à la qualité des images.



Ce point est noté conforme compte tenu des équipements mis en place.

Observations : L'inspection a testé une extraction vidéo afin de tester la bonne lecture des vidéos et leur qualité.

L'inspection souligne l'importance d'une formation pour le personnel, afin d'assurer le bon positionnement des caméras lors de l'avancement de l'exploitation.

L'exploitant doit examiner la mise en place d'un écran déporté pour une lecture aisée des vidéos enregistrées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Enregistrement vidéo AGECE – avis CSE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/09/2022, article D541-48-1 - III

Thème(s) : Autre, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

III.-Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo.

L'avis de l'organisme consulté est rendu, à la majorité des membres présents, après communication par l'exploitant d'une présentation du dispositif de contrôle par vidéo précisant ses caractéristiques, y compris la présence ou non d'une visualisation en temps réel, et les modalités de protection des données personnelles ainsi que les fonctions des personnes habilitées mentionnées au V.

En l'absence de comité social et économique et d'institutions représentatives du personnel, les personnels sont consultés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :

- le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;
- la finalité du traitement installé ;
- la durée de conservation des images ;
- le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;
- le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que
- la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.

L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.

L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.

Constats : Selon les éléments transmis en inspection, l'exploitant n'a pas encore informé les membres du CSE (via le groupe Séché exploitant le site) et n'a pas encore informé les apporteurs des déchets.

L'exploitant a toutefois indiqué que ces actions étaient en cours.

Ce point est noté en susceptible de suite et devra être justifié lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets – rapport de caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/10/2022, article R541-48-3 - IV

Thème(s) : Autre, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;

2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

Les modalités de mise en œuvre de cette procédure de contrôle, notamment le contenu du rapport de caractérisation, les analyses et tests requis et les conditions dans lesquelles s'opère le contrôle visuel, sont précisées par arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats : L'exploitant dispose d'un rapport de caractérisation de mars 2022 pour les refus de ses usines de tri mécano biologique.


L'installation de stockage réceptionne à la fois des déchets issus de la collecte des ordures ménagères (via un centre de tri mécano biologique), et des tous venants de déchèteries.

Trivalis a justifié d'un rapport de caractérisation des ordures ménagères en amont de ses deux centres de tri mécano biologique. Ce rapport établi par VerdiCité de mars 2022 indique pour les ordures brutes avant traitement les résultats suivants :

- 41% des OMr sont des déchets putrescibles, pouvant faire l'objet une valorisation organique.
- 11,4% de plastiques hors films (essentiellement des emballages
- 5,5% de films plastiques
- 7,7% de textiles sanitaires (couches culottes, papiers souillés).

<p>- 4,4% de papiers (Les taux de matières organiques résiduelles après traitement figurent également dans ce rapport.) Toutefois, l'installation de stockage réceptionne également en direct certains déchets qui ne disposent pas de caractérisation. En particulier, les tous venants de déchèterie doivent faire l'objet de caractérisation pour justifier des taux de valorisation prévu à ce même article R541-48-3. Ce point ne fait pas l'objet de suite compte tenu de la période de mise en place prévue par le ministère chargé de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Implantation des moteurs de cogénération

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, cogénération
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 8.3 - Dispositions particulières pour les moteurs de cogénération électrique</p> <p>Conformément à l'article 12.1 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p> <p>Le ou les moteurs de cogénération électrique sont implantés à une distance de plus de 10 mètres des limite du site, et font partie des équipements mentionnés au second paragraphe de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016. (...)</p> <p>Constats : Les moteurs de cogénération sont en cours d'installation, et n'étaient pas encore raccordés au réseau électrique. L'inspection a toutefois constaté que leur implantation respectait le dossier transmis en se situant à plus de 10 mètres des limites du site. Un contrôle ultérieur sera fait après leur mise en service.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet